



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

30/07/2026

Fibre Excellence : la collaboration de classe et l'humiliation ne permettent pas la victoire, la preuve par neuf

Le 27 juillet dernier, le tribunal de commerce de Toulouse a repoussé la demande de reprise de l'entreprise Fibre Excellence, fabricant de la pâte à papier, du capitaliste Mathieu Pigasse. Cela signifie que l'un des deux sites, celui de Tarascon (Bouches-du-Rhône) est condamné à fermer. Quant à celui de Saint-Gaudens (Haute Garonne), son sort n'est pas encore fixé. Un nouveau groupe industriel a récemment manifesté son intérêt. Son identité reste confidentielle et les discussions portent désormais sur les conditions financières d'une éventuelle reprise. Le tribunal de commerce de Toulouse a prononcé, le 29 juillet, la mise en liquidation judiciaire de l'usine de Tarascon ; et a accordé à l'usine de Saint-Gaudens un délai d'un mois, le temps d'étudier la proposition du nouveau candidat à la reprise, l'entreprise alsacienne SOPREMA. Ensuite la société SEBSO, exploitant le bois, devra attendre quelques jours de plus pour connaître le verdict. Les deux entreprises étaient concernées par le projet de reprise de Pigasse.

Les 270 salariés de Tarascon sont donc à la rue et les 270 de Saint-Gaudens attendent de connaître leur sort, celui-ci devrait être connu le 24 août où le tribunal rendra son verdict sur la nouvelle offre.

La papeterie de Chapelle-Darblay, située à Grand-Couronne (Seine Maritime), était incluse dans le projet de Pigasse est également de nouveau sans repreneur.

Ni les plaintes des syndicalistes ni l'argument écologique n'ont convaincu les juges du Capital

Les responsables de la CGT multiplient les prises de position depuis le 27 juillet. Pour Pauline Salingue, de la direction de l'Union Départementale CGT de la Haute Garonne : « *Tout dépendra de l'accord financier qui pourra être trouvé. Rien n'est joué, il faut que l'offre soit structurée rapidement. On ne peut rien faire d'autre que patienter, même si c'est insupportable. Cette attente est un vrai supplice et tout le monde est à bout.* ». Le secrétaire général de la même Union Départementale, Cédric Caubère, ajoute : « *soit le tribunal accorde un délai supplémentaire afin de permettre au repreneur de finaliser son offre, soit il prononce la liquidation avec maintien temporaire de l'activité. Dans les deux cas, la possibilité d'une reprise demeure. La porte n'est pas fermée.* ». Cyril Briffault, délégué CGT de Chapelle-Darblay, il se bat pour la reprise de l'activité sur le site de production de papier 100 % recyclé depuis sa fermeture en 2020, a déclaré : « *C'est acter la fin d'une filière. Les conséquences de cette décision sont encore difficiles à voir pour Chapelle-Darblay, mais c'est sûr que c'est une très mauvaise nouvelle* ».

Les militants de la CGT ont beaucoup mis en avant l'aspect écologique de leur démarche, notamment en lien avec la forêt. Pour Pauline Salingue, cette crise dépasse largement le seul avenir de l'usine : « *On ferme les papetiers qui participent à l'entretien des forêts. Quand on voit les incendies en Gironde, on comprend pourtant l'importance d'une gestion durable. L'État ne prend plus ses responsabilités.* ». Jean-Michel Bulinge, délégué CGT de l'usine de Tarascon, s'inquiète pour le tissu économique dans la région : « *"Je pense au port d'Arles, on a du bois qui arrive par péniche, les agents portuaires qui font les chargements et déchargements. Il y a les approvisionnements en bois, aussi, bien sûr que la filière forestière va être impactée, parce qu'aujourd'hui le million de tonnes qui est consommé par Fibre Excellence sur le site de Tarascon — et il y a l'équivalent à Saint-Gaudens — qu'est-ce qu'on va en faire ? On va prendre le risque d'entretenir encore moins la forêt française ?* ». Pourtant le tribunal de commerce de Toulouse n'a pas entendu ces arguments qui font pourtant fureur sur les media. Le discours écologiste, à l'en croire, ne serait qu'un vernis pour les capitalistes et leurs porte-parole ? Ou bien, représentants du Capital, ils se moquent du devenir des salariés ?

L'intégration du syndicalisme au système, y compris la CGT

Les secrétaires généraux des trois premières organisations syndicales en France, CFDT, CGT et FO, ont signé avec les dirigeants de certaines collectivités concernées (Régions Occitanie et PACA, département de la Haute Garonne, communauté des communes et mairie de Saint-Gaudens) une lettre de supplication à Macron. Elle est dans la droite ligne qu'écrivent les dirigeants syndicalistes au même Macron depuis neuf ans. Concernant la CGT, cela signifie qu'envers et contre tout, la centrale syndicale ne se résout pas à enfin considérer Macron comme un ennemi de classe dont on n'a rien à attendre et qu'on a juste à combattre. Macron n'a jamais écouté aucune de ces suppliques, c'est un ennemi de classe, le principal en ce moment et nul ne semble le comprendre à la direction de la CGT et même dans pas mal d'échelons de la « CGT profonde ». Après avoir décrit la situation et dit que le ministre faisait des annonces non suivies d'effet, le texte entre dans le vif du sujet : « *Les salariés et les élus locaux n'ont jamais demandé que l'État finance un investisseur. Ils demandent que l'État rétablisse les conditions de concurrence qu'il a lui-même profondément déséquilibrées.* ». On ne saurait mieux caractériser l'adhésion complète au système et à la pseudo « concurrence libre et non faussée » montrée par ce texte. Les directions syndicales font partie du dernier carré de ceux croyant encore à la « main invisible » d'Adam Smith¹. La suite est à l'avenant : « *Nous refusons que l'avenir de milliers de salariés, de territoires entiers, d'une filière clé de notre industrie ne soient sacrifiés sur l'autel de calculs politiques.* ». Des « calculs politiques », et jamais rien sur le système, sur les intérêts du Grand Capital, dont Macron est le fondé de pouvoir. La baisse tendancielle du taux de profit et non les intérêts politiques emmène la Bourgeoisie capitaliste à liquider cette filière. Et Macron ne peut être d'aucun recours, car justement, la feuille de route appliquée consciemment depuis neuf ans est destinée à contrecarrer cette baisse tendancielle. Nous ne résistons pas à citer la fin du texte montrant, s'il le fallait la profondeur de l'obséquiosité et du ralliement à la collaboration de classe des dirigeants des principaux dirigeants syndicaux en France et notamment de ceux de la CGT : « *Monsieur le Président, convaincus de votre attachement à l'intérêt général, à la défense de notre industrie et de notre souveraineté, nous nous tournons vers vous pour trouver une issue positive à cette situation.* ». Les gens ayant écrit ce texte ne semblent pas vivre sur la même planète que les travailleurs de ce pays. Macron n'en a rien à faire de l'intérêt général, il défend celui des grands capitalistes, et encore moins de la défense de l'industrie ou de la souveraineté. Tous les prolétaires de France et de Navarre le savent. Ce courrier ne sert qu'à remarquer, une fois de plus, la capacité d'incompréhension et d'humiliation supportée caractérisant la direction actuelle de la CGT.

Le vrai visage du capitaliste Pigasse

Il s'agissait à l'époque de demander à Macron un « ultime effort » de l'État pour aider la proposition de reprise de Pigasse. Or, la mariée n'est pas si belle. La proposition de Pigasse n'était pas la soi-disant opportunité vantée par tout ce microcosme, y compris les militants de la CGT de Fibres Excellence Saint-Gaudens, l'un d'eux ayant qualifié Pigasse de « capitaliste modéré » et Sophie Binet indique qu'il « *n'a pas été difficile à convaincre* », ceci sous-entend que le capitaliste a été démarché par les « syndicalistes ». L'homme d'affaires est connu, et c'est là le problème pour une suite ininterrompue de coups financiers ou de fusions-acquisitions en faveur des multinationales capitalistes, également connu dans les restructurations de dettes pour des pays en crise comme la Grèce ou récemment le Venezuela. Une gauche pourfendant le capitalisme à longueur de discours, tout en prospérant grâce à lui. Ainsi à la surprise générale, la petite banque d'affaires de Pigasse a été désignée par l'administration Trump afin de restructurer la dette du Venezuela ! Le banquier d'affaires touchera une commission comprise entre 10 millions et 20 millions d'euros, une dette d'au moins 170 milliards de dollars, soit 146 milliards d'euros. La restructuration fera de nombreux perdants. De la Grèce au Venezuela, l'appétit de Pigasse est vorace et sans limite, comme l'a écrit le Figaro : « *L'argent n'a pas d'odeur mais Pigasse sait se boucher le nez* ». La lettre d'intention de Mathieu Pigasse ne réglait rien ; on ne savait pas s'il reprenait tout le groupe ou seulement une partie, ni à quelles conditions, encore moins avec quels investissements et surtout pas combien d'emplois il préservait. Le projet comportait également des attaques contre les travailleurs : Il voulait geler les salaires pendant trois ans et une renégociation des conditions des nouveaux contrats. Cette espérance de « victoire », vantée par les militants de la CGT s'accompagnait pourtant d'une dégradation des conditions actuelles. Finalement, c'est le peu d'argent mis sur la table par Pigasse, alors qu'il exigeait un pactole de l'État qui a décidé le tribunal de commerce de Toulouse à enterrer l'affaire.

Seule la lutte des classes

Tout cela nous apporte une leçon digne des morales des fables de La Fontaine. Les travailleurs doivent uniquement compter que sur eux-mêmes et sur la lutte des classes pour gagner. Et non pas sur les tribunaux de la justice de classe, les fondés de pouvoir du Capital, les dirigeants de la bureaucratie syndicale définitivement passés dans le camp de la collaboration de classes, encore moins les capitalistes, fussent-ils de gauche. Le leurre dans lequel sont tombés nombre de responsables des syndicats CGT concernés prouve encore, s'il le fallait, quel

mal a fait la ligne politique de la CGT depuis des décennies, donnant à penser que les questions idéologiques primeraient sur les questions économiques. Pigasse est un requin capitaliste ne se préoccupant que de son profit et non de l'écologie, de la survie d'une filière. La seule chose le motivant, comme les autres capitalistes, est la baisse tendancielle du taux de profit.

Les travailleurs de Fibre Excellence doivent sortir de ce cercle infernal et reprendre la mobilisation afin qu'il n'y ait aucun licenciement, la sauvegarde d'un emploi avec le maintien intégral des salaires et imposer la nationalisation de l'entreprise, sans indemnités ni rachat, sous contrôle des travailleurs.

1 https://fr.wikipedia.org/wiki/Main_invisible